

L'AGITATION S'ÉTEND

L'enseignement supérieur débraye

La protesta s'est étendue à l'enseignement supérieur. Le Cnes (Conseil national des enseignants du supérieur) a rejoint le mouvement de protestation lancé dans l'éducation nationale. Ainsi, les enseignants universitaires ont entamé, hier, une grève de quinze jours, reconductible.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - Les universités ont-elles, elles aussi, décidé de prendre le chemin de la grève pour se faire entendre. En effet, à peine l'année universitaire ouverte, les facultés ont commencé à s'agiter.

Alors que les établissements scolaires sont paralysés depuis une dizaine de jours et pour une période indéterminée, les universités ont entamé un débrayage hier. Las d'attendre des négociations concrètes, les enseignants du supérieur sont passés à l'action, appelant à une grève de quinze jours.

Celle-ci a commencé hier dans certaines universités, où les cours n'ont effectivement pas eu lieu.

Pour cette première journée, le mouvement ne s'est certes pas généralisé. Toutefois, selon le porte-parole du Cnes, Abdelmalek Rahmani, une adhésion massive est attendue dès le deuxième jour de grève. Selon notre interlocuteur, qui qualifie ce premier jour de débrayage de réussite, notamment à l'intérieur du pays où, assure-t-il, 90 % des facultés sont paralysées, le bureau national du Cnes a organisé hier des assemblées générales et qui se prolongeront aujourd'hui pour évaluer le taux de suivi du mouvement de protestation et se prononcer sur les suites à y réserver. Selon toujours M. Rahmani, au regard de



Après l'Éducation nationale, remous chez les universitaires.

l'engouement autour de ce mouvement, les universités seront bel et bien paralysées pendant quinze jours. «Nous avons dialogué pendant plus de deux années. Nous avons toujours opté pour le dialogue. Aujourd'hui, ils doivent concrétiser ce qu'ils nous promettent depuis presque trois ans», a indi-

qué le porte-parole du Cnes, qui ne compte pas reconsidérer le mouvement de protestation avant d'avoir du concret.

Ce dernier rappelle que les portes du dialogue sont toujours ouvertes. Le Cnes voit néanmoins d'un bon œil la position du président Bouteflika affichée lors de son discours prononcé à

l'occasion de l'ouverture de l'année universitaire. Bouteflika a, en effet, appelé à la réhabilitation du rôle de l'enseignant chercheur dans le développement du pays, à la revalorisation salariale de cette catégorie d'enseignants au même titre que leurs pairs dans le monde et à la mise en place d'une hiérarchie

des valeurs basée sur la compétence et le mérite. «Ce sont également les principales revendications du Cnes», a tenu à souligner M. Rahmani.

Selon le porte-parole du Cnes, le discours du président de la République appelant à une révolution au sein des universités algériennes est de nature à donner de l'espoir aux enseignants. Et c'est ainsi qu'une réunion entre le syndicat et la tutelle s'est tenue à l'effet d'arrêter les mécanismes à mettre en œuvre pour traduire concrètement ces orientations. «Nous voulons des mesures concrètes et immédiates ; autrement, la protestation continuera», a averti le syndicaliste.

Reste à savoir quelle sera l'attitude du ministre de l'Enseignement supérieur suite à cette nouvelle donne.

S. A.

DEUXIÈME SEMAINE DE GRÈVE

Le secteur de l'éducation rudement secoué

Reconduite pour une autre semaine, la grève des enseignants connaît une plus forte adhésion. C'est la paralysie dans plusieurs établissements scolaires. Et le ministère de l'Éducation, jusque-là muet, semble enfin bouger. Une rencontre est prévue aujourd'hui entre les syndicats et le département ministériel, rapporte le Snapest.

Wassila Zegtitouche - Alger (Le Soir) - «Nous souhaitons que cette rencontre débouche sur du concret, que ce ne soit pas une rencontre pour une

rencontre», a souligné, hier, M. Meriane, porte-parole du Snapest. En cas d'absence de dialogue, les enseignants poursuivront leur mouvement de protes-

tation avec la ferme détermination d'arracher leurs droits, a ajouté notre interlocuteur.

Et d'enchaîner : «Ce n'est pas à la classe moyenne de subir, seule, les conséquences du pacte social.» Ainsi, le mouvement de protestation risque de s'inscrire dans la durée. «La reconduction de la grève fait suite à la résolution du conseil national tenu jeudi. Et la grève se poursuit le plus normalement», a affirmé M. Meriane.

Une mobilisation massive par rapport à la première semaine serait même enregistrée. Les syndicats, qui se félicitent d'une telle mobilisation, annoncent un taux de suivi de la grève de 97 %. Ils contestent les chiffres donnés par le

ministère, qui minimise ce taux à 35 %. Dans certaines wilayas telle que Médéa, la participation au mouvement de grève est encore plus importante, dira M. Meriane.

Selon l'Unpef, pour cette deuxième semaine de grève, le taux de suivi a dépassé 90 %.

A Guelma, on avance un taux de 92 % pour le secondaire, de 86% pour le moyen et de 75 % pour le primaire. Des chiffres toutefois démentis par l'administration. Pour le Snapest, le recours à d'autres formes de protestation n'est pas envisageable en l'état actuel des choses. La rencontre d'aujourd'hui sera décisive.

Devant la détermination des enseignants, le gouvernement ne gagnerait

rien à rester les deux pieds dans le même sabot. Les enseignants sont bel et bien déterminés à clamer haut et fort leurs exigences.

Le CLA, le Cnapest, le Snapest, le Satef et l'Unpef, syndicats initiateurs de ce mouvement, appellent les travailleurs de l'Éducation à une adhésion générale à leur mouvement jusqu'à prise en charge de leurs revendications. Le CLA et les enseignants contractuels maintiennent leur mouvement de protestation. Les intimidations de Benbouzid ne semblent pas freiner leur ardeur.

Et les syndicats initiateurs de la grève seront confortés aujourd'hui par l'entrée en lice du SNTÉ et du Snapap, qui observe-

ront une journée de protestation. Au-delà des revendications relatives au régime indemnitaire, au statut particulier, à l'amélioration des conditions de travail, à la refonte de la gestion des œuvres sociales, à une retraite après 25 ans de service ainsi qu'à l'instauration d'une vraie médecine du travail au profit des travailleurs, les syndicats exigent une application du régime indemnitaire avec effet rétroactif.

En attendant, dans tous ces remous, ce sont les élèves qui en subissent les conséquences. Les effets cumulés de ces journées de grève ne tarderont pas à se faire sentir. Livrés à eux-mêmes, les élèves des trois paliers auront du mal à rattraper le retard.

W. Z.

ANNABA

20 harraga sauvés d'une mort certaine

Les éléments du groupement territorial des gardes-côtes d'Annaba ont intercepté, samedi vers 23h30, à 3 milles au large de la plage Chatt, dans la wilaya d'El-Tarf, 20 harraga, en situation de détresse, selon Zaïdi Abdelaziz, chef de la station maritime principale de cette ville.

Ayant pris le large à partir de cette même plage vers 22 h, dans un véritable rafiote (une petite barque artisanale usée), avec un moteur de 40 chevaux, qui commençait à prendre l'eau, les 20 harraga n'ont dû leur salut qu'à l'intervention des gardes-côtes, ajoute la même source.

Ces derniers, à bord des unités 335 et 360 de la façade maritime est, ont rapidement localisés les candidats à l'émigration clandestine, avant de les ramener à la terre ferme. Choqués, mais en bonne santé, selon le médecin de la Protection civile qui les a examinés. Les vingt malheureux candidats à l'émigration clandestine, âgés de 17 à 29 ans, dont trois mineurs, sont tous originaires d'Annaba. Pour cette dangereuse traversée, ils ont payé à un passeur des sommes allant de 25 000 à 50 000 DA chacun. Après leur audition par les éléments de la station maritime principale, les 20 jeunes harraga ont été présentés dans l'après-midi hier devant le procureur de la République du tribunal d'Annaba qui aura à statuer sur leur cas.

A. Bouacha

TEXTILE

L'Algérie, une base d'exportation pour la Chine

L'establishment économique chinois considère l'Algérie comme une base potentielle d'exportation de produits textiles chinois.

Une proposition formulée, hier, lors d'un Forum d'affaires chinois. Organisé sous l'égide de l'ambassade de Chine et la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI), ce

forum coïncide avec la visite d'une délégation d'entreprises chinoises conduite par le président du Conseil chinois pour la promotion du commerce international (CCPIT). Selon M. Wan Jifei, l'exportation de produits textiles fabriqués en Algérie bénéficie du potentiel national en coton et de sa proximité avec les marchés européens, arabes et

nord-américains. Il est question de développer une production textile avec un taux d'intégration de 40% et incitations selon le président de la CACI, Brahim Bendjaber, qui a également invité les opérateurs chinois à s'intéresser à l'électroménager et aux technologies de la communication. En notant que les investissements chinois

sont fortement présents dans le secteur pétrolier et les travaux publics et que les échanges commerciaux bilatéraux sont déséquilibrés en faveur de la Chine. En 2008, sur un volume d'affaires de plus de 4 milliards de dollars, les exportations algériennes n'ont atteint que 500 millions de dollars.

C. B.